



Auch, le 1^{er} Octobre 2022

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie et Philippe DUPOUY, Président du Conseil Départemental du Gers, réagissent aux annonces du député Jean-René Cazeneuve sur les travaux de la RN124 pour le tronçon Gimont - l'Isle-Jourdain, un aménagement qui n'aurait pu voir le jour sans le financement des collectivités du Gers aux cotés de celui de l'Etat.

"Le lancement des travaux de finalisation de la mise en 2x2 voies de la RN124 s'annonce pour le premier trimestre 2023, et c'est une bonne nouvelle.

Une annonce qui, nous le rappelons, n'aurait pu être envisagée sans la forte mobilisation des collectivités territoriales de notre département, en complément de l'appui de l'Etat.

Aux 27,5M€ apportés par l'État, ont été ajoutés 14,75M€ de la Région Occitanie et du Département du Gers qui vont permettre de terminer cette déviation à laquelle les collectivités locales auront participé à hauteur de 78M€ sur les 142M€ du coût total, soit plus de la moitié.

Nous rappelons en effet l'action, réalisée par le Département et la Région depuis maintenant 24 ans, de participer au financement d'une route qui était pourtant, et est encore à l'heure actuelle, de la responsabilité de l'État.

Déjà en 2013 grâce à l'intervention du Ministre de l'Ecologie de l'époque, Philippe Martin, chargé de la gestion des routes nationales, le dossier a été relancé pour permettre la finalisation de la RN124. Quoiqu'on en pense, cette intervention a été essentielle.

Au total, nos collectivités auront consacré 55% du coût total à un itinéraire dont nous savons qu'il engage bien plus que l'objectif de désenclavement de notre territoire mais bien, l'attractivité du Gers dans son ensemble, et la porte Ouest de la Région Occitanie. Et ce, alors que le Département investit sur la RN124 en plus d'être chargé par le législateur des routes départementales. Et ce, alors que la Région déplore l'année blanche qui pénalise cette route imposée par le Gouvernement dans les négociations du contrat de plan État Région. Et ce, alors que la Région pallie le désengagement de l'État des lignes de desserte fine, dont l'axe Toulouse - Auch qui emporte pourtant 10 000 voyageurs chaque jour, désengagement acté par la loi de 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire votée par le député LREM Jean René Cazeneuve. Alors que l'État est toujours le propriétaire de cette ligne.

Le propriétaire se félicite donc des travaux d'embellissement de son logement, il oublie que le locataire en a payé plus de la moitié. L'honnêteté d'un député est de rappeler cet engagement singulier des collectivités sur un projet dont l'Etat a pourtant la charge. »